

Thème 1 : Le décret « Eco énergie tertiaire » et vous

Fiche 6 : La déclaration annuelle (OPERAT)

Objet - Ce document précise le rôle principal de la plateforme OPERAT pour la déclaration des consommations d'énergie.

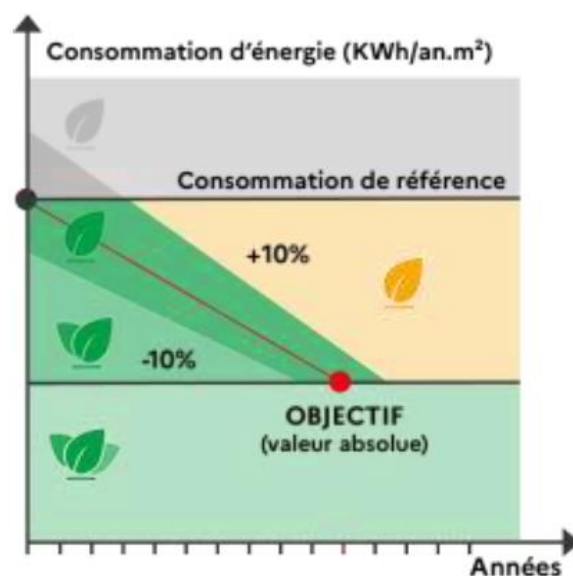
La déclaration annuelle des consommations

Une plateforme numérique appelée OPERAT (Observatoire de la performance énergétique, de la rénovation et des actions du tertiaire) et gérée par l'ADEME sera mise à disposition de tout propriétaire, bailleur ou occupant de bâtiment tertiaire pour déclarer ses activités tertiaires, ses surfaces, ses usages et surtout ses consommations d'énergie.

L'accès à cette plateforme (<https://operat.ademe.fr/>) permettra de produire les avancées sur les objectifs de baisses de consommations du patrimoine. Il sera produit une attestation annuelle qui indiquera les consommations ajustées en fonction des variations climatiques et votre situation par rapport à l'objectif.

Elle sera complétée d'une attribution de « feuille » en 5 niveaux (à afficher dans un endroit visible) :

- 1 feuille grise : En augmentation non justifiée
- 1 feuille orange : Ecart supérieur à 10 % de la trajectoire
- 1 feuille verte : Dans la trajectoire
- 2 feuilles vertes : Meilleur que la trajectoire
- 3 feuilles vertes : Objectif atteint.



Vous pourrez utiliser les fonctionnalités d'OPERAT pour comparer vos résultats avec ceux de votre catégorie d'activité à différentes mailles géographiques (nationale, régionale, départementale).

Chaque année, l'établissement devra déclarer ses consommations d'énergie de l'année précédente. Les dossiers techniques, les plans d'actions et les déclarations de modulation des objectifs devront être déposés avant le 30 septembre 2026.

Enfin à la fin de l'année 2031 aura lieu la vérification de l'atteinte de l'objectif de la 1^{ère} décennie.

Le non-respect de l'obligation d'actions visant les objectifs de réduction, entraînera une procédure de sanction administrative (jusqu'à 1 500 € pour les personnes physiques et 7 500 € pour les personnes morales) ainsi que l'affichage du nom de l'établissement sur une liste *Name&Shame*, sur un site Internet de l'Etat retraçant les mises en demeure restées sans effets.